

## ***VILLE DE BEAURAING***

### **EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**

#### **Séance du lundi 26 octobre 2020**

Présents : MM. LEJEUNE Marc, *Bourgmestre* ;  
ROLLAND Benoît, HAVENNE Mélanie, DURY Pierre et REVELLO Piero, *Echevins* ;  
~~DEMARS Marie Claire~~, *Présidente du Conseil de l'Action sociale* ;  
BRACK Caroline, PONCELET Pascal, LISOIR Caroline, ~~ROCHETTE Régine~~,  
RODRIGUEZ VERDASCO Ana, ~~RONDEUX Rémy~~, GUERISSE Fanny, MASSET Cyrille,  
LAMBILOTTE Thierry, ~~BARBIER Alain~~, ANTOINE Cyprien, ANCEAU Jérôme, JADOT  
Frédéric, ~~OLIX Cheila~~ et DALCETTE Benoit, *Conseillers communaux* ;

Assistés de Mr Denis JUILLAN, *Directeur général*.

Excusés : DEMARS Marie Claire, ROCHETTE Régine, RONDEUX Rémy, BARBIER Alain et OLIX Cheila

La séance est ouverte à 20h05, exceptionnellement à la cafétéria du complexe sportif de l'USB 61, site de Flocquau – rue de Houyet à Beauraing, afin de permettre le respect des mesures de prévention et distanciation sociale liées à la pandémie de coronavirus (Covid-19).

#### **Procès-verbal du Conseil communal**

Vu l'article 46 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, le procès-verbal du Conseil communal du 28-09-20 est approuvé à l'unanimité.

#### **Ordre du jour**

Monsieur Pierre DURY, Echevin, sollicite de l'Assemblée, qui accepte à l'unanimité, l'intégration en urgence de l'objet suivant au point n°6 :

« *Marché public conjoint de travaux : N40 – Beauraing – Création d'un rond-point (N40 – RP du Berry - BK 88.40) et réhabilitation de la traversée de Beauraing (N40 BK 88.03 à 88.40) – Décision* »

Monsieur le Président passe alors à l'ordre du jour qui appelle :

#### **I. Séance publique**

1. Décisions de l'autorité de tutelle – Information
2. Coronavirus – Information
3. Ventes de bois – Modification des clauses particulières du CGC pour la vente de bois aux habitants – Information – Décision
4. PCDR – Demande d'addendum visant la construction d'une maison de village à FESCHAUX et demande de convention – Approbation – Décision
5. Régie Communale Autonome Beauraing Sports – Renouvellement du contrat de gestion – Décision
6. Marchés publics de fournitures, travaux et services divers – Décision – Décisions du Collège communal – Prise d'acte

#### **II. Séance à huis clos**

1. Enseignement – Désignations – Décision – Décisions du Collège communal – Ratification

# **I. Séance publique**

## **1. Décisions de l'autorité de tutelle – Information**

Vu le Règlement général de la comptabilité communale, article 4, prend acte à l'unanimité des décisions de l'autorité de tutelle relatives aux points suivants :

- Ville de BEAURAING – Taxe relative aux centimes additionnels au précompte immobilier (Conseil communal du 28-09-20) : Exécutoire
  - Ville de BEAURAING – Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques (Conseil communal du 28-09-20) : Exécutoire
- 

## **2. Coronavirus – Information**

Dans la suite des discussions menées lors des dernières séances de Conseil communal, prend acte des informations de Mr M. LEJEUNE, Bourgmestre, sur la situation actuelle de la pandémie (grande augmentation des cas ; mesures renforcées ; rôle des Bourgmestres ; maintien obligatoire de la vigilance et de la proportionnalité des mesures locales ; contrôles policiers à l'égard des lieux de rassemblements ; chiffres de contaminations (généraux, Clairval, Fedasil, écoles ; achat et distribution de masques ; etc.)).

---

## **3. Ventes de bois – Modification des clauses particulières du CGC pour la vente de bois aux habitants – Information – Décision**

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1122-30 et L1123-23, 1°, 4° et 8° ;

Vu le Code forestier ;

Vu le cahier général des charges pour la vente des coupes de bois dans les bois et forêts des personnes morales de droit public belge autres que ceux de la Région wallonne annexé à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2016 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du Décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier ;

Attendu que par son courriel du 9 octobre 2020, le Service Public de Wallonie, Département de la Nature et Forêts – Cantonnement de Beauraing porte à notre connaissance qu'il y a lieu d'apporter une modification aux articles 7 et 9 du cahier spécial des charges ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Art 1 : De remplacer l'alinéa premier de la clause particulière reprise à l'article 7, à savoir :

*« le paiement des lots adjugés se fera soit en séance par carte bancaire, soit dans les 10 jours calendrier après la vente, auprès du Receveur régional, sans autre avis de paiement (art. 19 du CGC). La somme due par l'acheteur comprendra le prix principal du lot majoré de 3 % de frais (art 21 du CGC) ».*

Par :

« Le paiement des lots adjugés se fera uniquement par Bancontact lors de la vente (art. 19 du CGC). La somme due par l'acheteur comprendra le prix principal du lot majoré de 3 % de frais (art 21 du CGC). »

Art 2 : De remplacer la clause particulière reprise à l'article 9, à savoir :

*« L'exploitation du lot ne pourra débiter qu'après approbation de la vente par le Collège et paiement du lot. Un document valant quittance, permis d'exploiter et procès-verbal d'état des lieux est délivré à l'adjudicataire, sous réserve d'approbation définitive de la vente par le Collège communal, soit en séance lorsque le paiement des achats est effectué en séance par carte bancaire, soit après paiement lorsque celui-ci est effectué à la recette dans les délais prescrits à l'article 7. »*

Par :

« L'exploitation du lot ne pourra débuter qu'après approbation de la vente par le Collège et paiement du lot. Un document valant quittance, permis d'exploiter et procès-verbal d'état des lieux est délivré à l'adjudicataire, sous réserve d'approbation définitive de la vente par le Collège communal, en séance lorsque le paiement des achats est effectué en séance par carte bancaire. »

Art 3 : De marquer son accord sur la modification à apporter au cahier spécial des charges.

---

#### **4. PCDR – Demande d'addendum visant la construction d'une maison de village à FESCHAUX et demande de convention – Approbation – Décision**

Vu le Décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant exécution du Décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural ;

Vu la circulaire ministérielle 2019/01 du 1er février 2019 relative au programme communal de développement rural ;

Vu la décision de mener une opération de développement rural sur la commune de BEAURAING en 2005 ;

Attendu que la Commission Locale de Développement Rural (CLDR) a été mise en place par le Conseil communal en séance du 30 janvier 2006 conformément au Décret de l'Exécutif Régional Wallon du 6 juin 1991 relatif au Développement Rural ;

Attendu que la CLDR a approuvé à l'unanimité son Règlement d'Ordre Intérieur en sa réunion du 19 avril 2006, le Conseil communal l'ayant ensuite avalisé en date du 08 mai 2006 ;

Attendu que la CLDR, réunie en séance du 28 mars 2013, a décidé de relancer la dynamique conformément aux articles repris dans le Règlement d'ordre intérieur ;

Considérant que cette dynamique a conduit à la finalisation du PCDR et à la priorisation des différentes fiches projets ;

Vu la décision du Conseil communal du 13 novembre 2013 d'approuver le Programme Communal de Développement Rural de BEAURAING dans son ensemble tel que proposé par la CLDR, notamment en ce qui concerne la priorisation des projets ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2014 approuvant le programme communal de développement rural de la Ville de BEAURAING ;

Considérant que la CLDR, réunie en sa séance du 21 février 2019, a approuvé le projet de création d'une maison de village à FESCHAUX ainsi que l'aménagement de ses abords et appuyer l'idée de réaliser un addenda au PCDR en vue de le concrétiser ;

Considérant l'accord du Collège communal sur le présent addendum en date du 11 mars 2019 ;

Considérant que le projet d'addendum, dès son approbation par le Gouvernement wallon, peut immédiatement être mis en œuvre vu la propriété communale du site retenu ;

Considérant la fiche projet jointe à la présente délibération et l'argumentaire étoffé qui en fait partie ;

Considérant que cet addendum correspond à une opportunité difficilement décelable par la commune au moment de l'approbation du PCDR ;

Considérant que la création d'une maison de village à FESCHAUX reste conforme à la stratégie et aux objectifs initiaux du PCDR ;

Considérant que l'inscription du projet dans le programme PCDR permettra d'obtenir d'importants subsides, la commune pouvant difficilement supporter seule les coûts inhérents au projet ;

Considérant que les crédits permettant de couvrir les dépenses seront inscrits ultérieurement au budget ;

Considérant que l'ajout d'un projet au PCDR ne remet nullement en question ou en péril la concrétisation des autres projets inscrits au programme ;

Considérant que le SPW-Direction du Développement rural a conclu par courrier du 7 octobre 2020 à la recevabilité de la demande d'addendum au PCDR de Beauraing ;

A l'unanimité ;

#### **DECIDE**

Article 1 : D'approuver la demande d'addendum au PCDR intitulé « *Construction d'une nouvelle maison de village à FESCHAUX* ».

Article 2 : De demander la mise en convention de la Fiche-Projet « *Construction d'une nouvelle maison de village à FESCHAUX* ».

Article 3 : De transmettre la présente décision au SPW-ARNE, à l'attention de Mr Edgard GABRIEL, Service Extérieur de la Direction du Développement Rural, à CINEY.

---

## **5. Régie Communale Autonome Beauraing Sports – Renouvellement du contrat de gestion – Décision**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1231-4 à L1231-12 ;

Attendu que l'article L1231-9, §1 dudit code prescrit que « la commune conclut un contrat de gestion avec la régie communale autonome. Ce contrat précise au minimum la nature et l'étendue des tâches que la régie communale autonome devra assumer, ainsi que les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation de ses missions. Le contrat de gestion est établi pour une durée de trois ans et est renouvelable. » ;

Vu la décision du Conseil communal du 27-08-14, soumise à tutelle spéciale d'approbation, de créer la Régie Communale Autonome Beauraing Sports et d'approuver ses statuts ;

Vu la décision du Conseil communal de cette même séance d'approuver le projet de contrat de gestion de la Régie Communale Autonome Beauraing Sports tel que proposé pour une durée de 3 ans ;

Vu le renouvellement dudit contrat de gestion par décision du Conseil communal du 20-11-17 ;

Attendu qu'il s'avère requis de renouveler ce contrat pour une période de 3 ans selon des termes identiques ;

A l'unanimité ;

DECIDE

Art. 1 : D'approuver le contrat de gestion de la Régie Communale Autonome Beauraing Sports comme suit :

*« Vu les articles L1231-4 à L1231-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (en abrégé « CDLD ») relatifs aux régies communales autonomes ;*

*Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 déterminant les activités à caractère industriel ou commercial pour lesquelles le conseil communal peut créer une régie communale autonome dotée de la personnalité juridique, tel que modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1999 ;*

*Vu les articles 63, 130 à 144, 165 à 167, 517 à 530, 538, 540 et 561 à 567 du Code des sociétés ;*

### **ENTRE**

*La Ville de Beauraing, dont le siège est situé à 5570 BEAURAING, Place de Seurre, 3-5 ;*

*Ici représentée par :*

*Marc LEJEUNE, Bourgmestre ;*

*Denis JUILLAN, Directeur général ;*

*Agissant en vertu d'une délibération du Conseil communal prise en séance du 26-10-20 ;*

*Ci-après dénommée la « Ville » ;*

### **ET**

*La régie communale autonome Beauraing Sports, dont le siège social est établi à 5570 BEAURAING, Place de Seurre, 3-5 ;*

*Ici représentée par :*

*... administrateur ;*

*... administrateur ;*

*Agissant en vertu d'une décision du conseil d'administration prise en séance du [à compléter] ;*

*Ci-après dénommée la « RCA » ;*

## **IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT:**

### **Nature et étendue des missions de la RCA**

**Article 1.-** Conformément à l'article L1231-4 du CDLD et à l'arrêté royal du 10 avril 1995 (M.B. 13/05/1995) tel que modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1999 (M.B. 15/06/1999), la RCA a pour objet :

- la fourniture et la distribution d'eau, de gaz, d'électricité ou de vapeur ;
- les ventes d'arbres et de bois provenant d'une exploitation forestière ;
- l'exploitation de ports, de voies navigables et d'aéroports ;
- l'exploitation de parkings, d'entrepôts ou de terrains de camping ;
- l'exploitation d'un réseau de radiodistribution et de télédistribution ;
- l'exploitation d'un abattoir ;
- l'exploitation d'infrastructures affectées à des activités culturelles, sportives, touristiques ou de divertissement, à l'enseignement, à des activités sociales, scientifiques ou de soins ;

- l'acquisition d'immeubles, la constitution de droits réels immobiliers, la construction, la rénovation, la transformation, la location ou location-financement de biens immobiliers en vue de la vente, de la location, de la location-financement ou d'autres actes juridiques relatifs à ces immeubles ;
- l'exploitation d'établissements de vente à l'encan, telles les miniques ;
- les fournitures de biens et les prestations de services afférentes aux convois et aux pompes funèbres ;
- l'exploitation de marchés publics ;
- l'organisation d'événements à caractère public ;
- l'exploitation de transports par eau, par terre et par air ;
- les livraisons de biens et les prestations de services concernant l'informatique et l'imprimerie ;
- la gestion du patrimoine immobilier de la commune ;
- l'accueil, l'intégration, la réintégration, la mise et la remise au travail de personnes sans emploi ou à la recherche d'un emploi.

Conformément au décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, tel que modifié par les décrets des 10 mars 2006, 19 octobre 2007, 19 juillet 2011 et 25 octobre 2012, elle a également pour objet :

- la promotion des pratiques d'éducation à la santé par le sport, la promotion d'une pratique sportive ambitieuse et de qualité sous toutes ses formes et sans discriminations et la promotion des valeurs d'éthique sportive et de fair-play auprès des utilisateurs du centre ;
- la gestion des installations situées sur le territoire de la commune et pour lesquelles le centre sportif détient un droit de jouissance (en vertu de conventions de superficie et/ou d'emphytéose) ou dont il est propriétaire ;
- de s'engager à respecter et promouvoir le Code d'éthique sportive en vigueur en Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- d'établir un plan annuel d'occupation et d'animation sportives des infrastructures concernées garantissant l'accès, dans les limites fixées par le Gouvernement, à des activités de sport pour tous et prévoyant l'organisation d'activités sportives librement réservées à l'ensemble de la population. Ce plan distingue de manière non équivoque le cadre des activités sportives encadrées de celles ouvertes au grand public en dehors de ce cadre ;
- d'assurer la coordination de l'ensemble des activités sportives organisées sur le territoire de la commune ;
- veiller à ce que sa responsabilité civile et la réparation des dommages corporels des utilisateurs des installations qu'elle exploite soient couvertes à suffisance par une assurance dans le cadre d'activités encadrées figurant dans le plan annuel d'occupation ;
- La présence de DEA dans les infrastructures qui composent le centre ;
- L'organisation annuelle d'une séance d'information et de formation à l'utilisation d'un DEA à destination des utilisateurs des infrastructures.

La RCA peut réaliser toutes les opérations nécessaires et utiles à la réalisation de ces objets. Ainsi, elle décide librement, dans les limites de son objet, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de ses biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions et de leur mode de financement.

La RCA peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou de droit privé, ci-après dénommées les filiales, dont l'objet social est compatible avec son objet. Quelle que soit l'importance des apports des diverses parties à la constitution du capital social, la RCA dispose de la majorité des voix et assume la présidence dans les organes des filiales.

La présente convention a pour objet de préciser la mission confiée par la Ville à la RCA et de définir précisément les tâches minimales qu'implique la mission lui conférée. C'est ainsi qu'elle mettra en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'exploiter le complexe sportif de Beauraing ainsi que les aires multisports communales.

Les indicateurs d'exécution de tâches énumérées ci-dessus sont détaillés au titre 6 du présent contrat.

**Article 2.-** La RCA s'engage à réaliser les tâches énumérées à l'article 1<sup>er</sup> en traitant l'ensemble des utilisateurs et bénéficiaires de ses biens et services sans aucune discrimination, qu'elle soit fondée, sans que cette énumération soit exhaustive, sur la nationalité, le sexe, les origines sociale ou ethnique, les convictions philosophiques ou religieuses, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Dans ce cadre, la RCA appliquera une politique tarifaire uniforme et conforme aux prix du marché.

### **Engagements de la Ville en faveur de la RCA**

**Article 3.-** Pour permettre à la RCA de remplir les tâches visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent contrat, et sans préjudice de l'utilisation par celle-ci d'autres moyens dont elle pourrait bénéficier, la Ville met à la disposition de celle-ci une dotation de fonctionnement annuelle dont elle déterminera le montant en tenant compte du plan d'entreprise proposé par le conseil d'administration de la RCA. Cette dotation pourra être adaptée par décision de la Ville.

En outre, la Ville pourra également décider de procéder à des augmentations et des diminutions de capital en fonction des besoins spécifiques de la RCA. Celles-ci pourront se faire par apport en numéraire ou par apport en nature, dans le respect des dispositions légales et de la doctrine en vigueur.

*Le cas échéant, les délibérations d'octroi du Conseil communal préciseront les modalités de liquidation particulières des dotations de fonctionnement et d'augmentations ou de diminutions de capital.*

*Par ailleurs, la Ville s'engage, dans la mesure de ses compétences et pour autant qu'elle dispose des ressources humaines et financières adéquates, à réaliser tout type de prestations de services (avis, conseils, interventions techniques, élaboration de documents administratifs, etc.) pour compte de la RCA et dans le cadre des missions qui sont confiées à cette dernière. Le cas échéant, ces prestations de services pourront être tarifées.*

#### **Durée du contrat de gestion**

**Article 4.-** *Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans et est renouvelable.*

#### **Comptabilité**

**Article 5.-** *La RCA est soumise à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Les livres sont clôturés à la fin de chaque exercice social et le conseil d'administration dresse l'inventaire, le bilan, ses annexes, le compte de résultats ainsi que le compte d'exploitation.*

**Article 6.-** *Le directeur financier communal ne peut être comptable de la RCA.*

**Article 7.-** *Pour le maniement des fonds, le conseil d'administration peut nommer un trésorier.*

**Article 8.-** *Les bénéfices nets de la RCA sont versés annuellement à la caisse communale.*

#### **Relations entre la Ville et la RCA**

##### **Plan d'entreprise et rapport d'activités**

**Article 9.-** *Le conseil d'administration établit et adopte chaque année un plan d'entreprise ainsi qu'un rapport d'activités. Le plan d'entreprise doit être soumis au conseil communal pour le 31 décembre de chaque année au plus tard.*

*Le rapport d'activités doit être soumis au conseil communal pour le 30 juin de chaque année au plus tard. Y seront joints : le bilan de la RCA, le compte de résultats et ses annexes, le compte d'exploitation et les rapports du collège des commissaires.*

**Article 10.-** *Le plan d'entreprise fixe les objectifs et la stratégie à moyen terme de la RCA.*

**Article 11.-** *Le plan d'entreprise et le rapport d'activités sont communiqués au conseil communal lors de la première séance de ce dernier qui suit leur adoption par le conseil d'administration de la RCA. Le conseil communal peut demander au président du conseil d'administration de venir présenter ces documents en séance publique du conseil communal.*

##### **Droit d'interrogation du conseil communal**

**Article 12.-** *Le conseil communal peut, à tout moment, demander au conseil d'administration un rapport sur les activités de la RCA ou sur certaines d'entre elles.*

*Toute demande d'interrogation émanant d'un conseiller communal doit être soumise au conseil communal qui délibère sur son opportunité.*

*La demande d'interrogation doit être adressée au président du conseil d'administration (ou à son remplaçant) qui met la question à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration, lequel a obligatoirement lieu endéans un délai de 2 mois.*

*Si la réponse à l'interrogation du conseil communal nécessite des investigations complémentaires, le traitement de la question peut être reporté à un conseil d'administration qui suit celui à l'ordre du jour duquel la question était portée.*

*Le traitement d'une question ne peut être reporté à plus de 4 mois.*

##### **Approbation des comptes annuels et décharge aux administrateurs**

**Article 13.-** *Le conseil d'administration arrête provisoirement les comptes annuels de la régie et les transmet au conseil communal pour approbation définitive. Il n'est pas fait application de l'article 554 du Code des sociétés relatif à la décharge aux membres des organes de gestion et de contrôle.*

##### **Dissolution**

**Article 14.-** *Le conseil communal est seul compétent pour décider de la dissolution de la RCA. Il nomme un liquidateur dont il détermine la mission.*

**Article 15.-** *Le conseil communal décide de l'affectation de l'actif éventuel dégagé.*

**Article 16.-** En cas de dissolution de la régie et sauf à considérer que son objet ne relève plus de l'intérêt communal, la commune poursuit cet objet et succède aux droits et obligations de la régie.

#### **Evaluation de la réalisation des missions de la RCA**

**Article 17.-** Sur base des documents et informations transmis par la RCA conformément aux dispositions du titre 5, le Collège communal établit un rapport d'évaluation sur les actions menées par la RCA et inscrit le point à l'ordre du jour du Conseil communal afin qu'il puisse être débattu dans le cadre du débat budgétaire annuel. Dans ce cadre, il se basera sur les indicateurs d'exécution de tâches suivants :

- le respect des dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de l'arrêté royal du 10 avril 1995 tel que modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1999, du Code des sociétés (articles applicables), de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, de son objet social, des dispositions statutaires et du mode de fonctionnement des organes de gestion ;
- l'accomplissement de l'ensemble des formalités comptable, légale et administrative dans les délais impartis ;
- le respect des objectifs et de la stratégie à moyen terme déterminée dans le plan d'entreprise ;
- l'adéquation entre le plan d'entreprise et le rapport d'activités en ce qui concerne le compte de résultats et le bilan (niveau des charges et produits, des immobilisations, de la dette, etc.) ; une certaine tolérance sera accordée par la Ville en fonction des éléments exceptionnels et/ou imprévisibles dûment justifiés par la RCA ;
- la rigueur et l'exhaustivité dans la perception des recettes liées aux activités de la RCA (p.ex. droits d'accès aux infrastructures sportives, etc.) ainsi que l'application éventuelle de TVA sur celles-ci ;
- la gestion efficace des charges pesant sur la RCA (entretien et réparations, énergies, assurances, etc.) ;
- la promotion du sport dans la Ville ;

Le rapport d'évaluation est transmis, en même temps, pour information à la RCA qui peut éventuellement déposer une note d'observation à l'intention du Conseil communal.

En cas de projet d'évaluation négatif établi par le Collège communal, la RCA est invitée à se faire représenter lors de l'examen du projet par le Conseil communal.

Le rapport d'évaluation adopté par le Conseil communal est notifié à la RCA.

Celle-ci est tenue de procéder à un archivage régulier de l'ensemble des pièces afférentes aux avis et contrôles ci-dessus désignés, en relation avec le présent contrat de gestion. Cette convention, ses annexes éventuelles et les rapports d'évaluation annuels devront être archivés pendant cinq ans au siège social de la RCA.

**Article 18.-** A l'occasion des débats menés au sein du Conseil communal conformément à l'article précédent, la Ville et la RCA peuvent décider, de commun accord, d'adapter les tâches et/ou les moyens octroyés tels que visés aux articles 1 et 3 du contrat de gestion. Ces adaptations ne valent que pour le temps restant à courir jusqu'au terme du présent contrat.

**Article 19.-** A la dernière année du contrat de gestion, le rapport d'évaluation est transmis à la RCA, s'il échet, avec un nouveau projet de contrat de gestion.

#### **Dispositions diverses**

**Article 20.-** Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi les engagements qu'elles prennent ce jour avec un souci de collaboration dans l'accomplissement des obligations découlant du présent contrat.

En cas de survenance d'un élément extrinsèque à la volonté des parties, le contrat de gestion pourra faire l'objet d'un avenant préalablement négocié et contresigné par les cocontractants modifiant l'une ou l'autre des présentes dispositions.

**Article 21.-** Le présent contrat est conclu sans préjudice des obligations découlant, tant pour la Ville que pour la RCA, de l'application des lois et règlements en vigueur.

**Article 22.-** Le présent contrat s'applique sans préjudice des relations juridiques existant entre la Ville et la RCA au moment de sa conclusion et n'altère en rien les conventions préexistantes entre ces deux entités.

**Article 23.-** Le présent contrat entre en vigueur au jour de sa signature par les parties contractantes.

La Ville se réserve le droit d'y mettre un terme au cas où les conditions qui avaient présidé à sa conclusion ne s'avèreraient plus remplies. Le cas échéant, la décision sera portée à la connaissance de la RCA, par pli recommandé, au moins trois mois avant la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur dudit contrat.

**Article 24.-** La présente convention est publiée par voie d'affichage.

**Article 25.-** La Ville charge le Collège communal des missions d'exécution du présent contrat. »

**6. Marchés publics de fournitures, travaux et services divers – Décision – Décisions du Collège communal – Prise d'acte**

**A. Marché public de Fournitures : Aménagement de la crèche**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;  
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du Collège communal du 7 novembre 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Aménagement de la crèche" à Nové Architectes, place de Seurre 17 à 5570 BEAURAING ;

Considérant le cahier des charges N° Projet 20140073 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Nové Architectes, place de Seurre 17 à 5570 BEAURAING ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 92.438,37 € hors TVA ou 111.850,43 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en MB1 et MB2 articles 844/744-51, 8224/741-98 et 12401/741-98, projet 20140073 ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 15 octobre 2020 ;

Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier du 20 octobre 2020 ;

Sur proposition du Collège Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° Projet 20140073 et le montant estimé du marché "Aménagement de la crèche", établis par l'auteur de projet, Nové Architectes, place de Seurre 17 à 5570 BEAURAING. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 92.438,37 € hors TVA ou 111.850,43 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 : De financer cette dépense par le crédit inscrit en MB1 et MB2 articles 844/744-51, 8224/741-98 et 12401/741-98, projet 20140073.

**B. Marché public de Travaux : Achat de mobilier intérieur fixe pour la crèche**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;  
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 7 novembre 2014 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Achat de mobilier intérieur fixe pour la crèche" à Nové Architectes, place de Seurre 17 à 5570 BEAURAING ;



Considérant le cahier des charges N° Projet 20140073 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Nové Architectes, place de Seurre 17 à 5570 BEAURAING ;  
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 159.875,00 € hors TVA ou 193.448,75 €, 21% TVA comprise ;  
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;  
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en MB1 et MB2, article 844/741-98, projet 20140073;  
Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 15 octobre 2020 ;  
Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier du 20 octobre 2020 ;  
Sur proposition du Collège Communal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° Projet 20140073 et le montant estimé du marché "Achat de mobilier intérieur fixe pour la crèche", établis par l'auteur de projet, Nové Architectes, place de Seurre 17 à 5570 BEAURAING. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 159.875,00 € hors TVA ou 193.448,75 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 : De financer cette dépense par le crédit inscrit en MB1 et MB2, article 844/741-98, projet 20140073.

#### **C. Marché public de Services : Marché de crédits pour financer les travaux extraordinaires prévus au budget 2020**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;  
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;  
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) ;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;  
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;  
Considérant le cahier des charges relatif au marché "Marché de crédits pour financer les travaux extraordinaires prévus au budget 2020";  
Considérant que le montant estimé de ce marché sera à titre purement indicatif, inférieur à 45.000 €;  
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;  
Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2020 et aux modifications budgétaires, articles 104/211-01, 124/211-01, 12401/211-01, 421/211-01, 423/211-01, 426/211-01, 790/211-01, 844/211-01 et 930/211-01 ;  
Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 7 octobre 2020 au Directeur financier ;  
Sur proposition du Collège Communal,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er : D'approuver le cahier des charges et le montant estimé du marché "Marché de crédits pour financer les travaux extraordinaires prévus au budget 2020". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.

Article 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 : De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2020 et aux modifications budgétaires, articles 104/211-01, 124/211-01, 12401/211-01, 421/211-01, 423/211-01, 426/211-01, 790/211-01, 844/211-01 et 930/211-01.

#### **D. Marché public de Fournitures : Achat d'un télescopique**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;  
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1<sup>o</sup> ;

Considérant le cahier des charges N° Projet 20200093 relatif au marché "Achat d'un télescopique" établi par le Service TRAVAUX ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 95.100,00 € hors TVA ou 115.071,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en MB1, article 421/744-51, projet 20200093;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 14 octobre 2020 ;

Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier du 20 octobre 2020 ;

Sur proposition du Collège Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité ;

DECIDE

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° Projet 20200093 et le montant estimé du marché "Achat d'un télescopique", établis par le Service TRAVAUX. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 95.100,00 € hors TVA ou 115.071,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 : De financer cette dépense par le crédit inscrit en MB1, article 421/744-51, projet 20200093.

#### **E. Marché public conjoint de travaux : N40 – Beauraing – Création d'un rond-point (N40 – RP du Berry - BK 88.40) et réhabilitation de la traversée de Beauraing (N40 BK 88.03 à 88.40)**

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1222-6, lequel prescrit que : « § 1er -Le Conseil communal décide de recourir à un marché public conjoint, désigne, le cas échéant, l'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs et, le cas échéant, adopte la convention régissant le marché public conjoint. » ;

Vu la volonté commune des SOFICO (« Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures »), Ville de BEAURAING, SWDE (« Société Wallonne des Eaux ») et PROXIMUS, de réaliser un marché public conjoint relatif à l'objet suivant : N40 – Beauraing – Création d'un rond-point (N40 – RP du Berry - BK 88.40) et réhabilitation de la traversée de Beauraing (N40 BK 88.03 à 88.40) ;

Vu en effet que suite à la tenue de réunions dans le cadre de POWALCO, il apparaît que les intervenant précités doivent effectuer des travaux sur la zone de la N40 (traversée de Beauraing et carrefour du Berry) dans le cadre d'une réalisation simultanée des travaux afin de permettre une meilleure coordination, un coût moindre pour chaque intervenant et la diminution des désagréments que les riverains devraient subir dans le cas de chantiers distincts ;

Vu qu'il apparaît dès lors opportun de réaliser ces travaux de manière concomitante ;

Qu'en l'occurrence, les travaux visés par le marché conjoint concernent :

- les travaux d'aménagement et d'égouttage du rond-point du Berry (N40 – BK 88.40) à l'intersection de la N40 (rue de Givet, rue de Bouillon), de la N95 (rue de Dinant), de la rue du Berry et de l'Allée du

Nondeux ainsi que les différents projets de réseaux concessionnaires y afférant (projets de la SWDE et de PROXIMUS) ;

- le réaménagement de la traversée de Beauraing (N40 entre les BK 88.03 et 88.40 rue de Bouillon) entre le rond-point du Berry et les feux au carrefour de la N40 et la N911 (carrefour des rue de Bouillon, rue de Rochefort et rue des Ardennes) ainsi que les différents projets des réseaux concessionnaires y afférant (projets de la SWDE et de PROXIMUS) ;

A l'unanimité ;

DECIDE

Art. 1 : De recourir à un marché public conjoint relatif à l'objet suivant : N40 – Beauraing – Création d'un rond-point (N40 – RP du Berry – BK 88.40) et réhabilitation de la traversée de Beauraing (N40 BK 88.03 à 88.40).

Art. 2 : De désigner la SOFICO (« *Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures* ») en qualité d'adjudicateur qui agira pour le compte des autres adjudicateurs.

Art. 3 : D'adopter les documents du marché et notamment la convention régissant ledit marché public conjoint.

---

### INFORMATION

- A. Prend acte, à l'unanimité, de la décision du Collège communal du 13-10-20, point n°28 – « *Finances locales – Modification budgétaire n°2 – Ajout* ».
- B. Mr le Président effectue une information relative aux objets suivants :
  - Etat d'avancement des travaux de création du circuit de l'eau SWDE-INASEP à partir de la carrière dite « *Berthe* » (Florennes) ;
  - Adhésion à l'appel à projets SPW « *Acquisition de moyens de vidéosurveillance visant l'amélioration de la propreté publique* ».
- C. Mme M. HAVENNE effectue une information relative à l'objet suivant :
  - Adhésion à l'appel à projets SPW « *POLLEC* » 2020 (volets 1 et 2).

### QUESTIONS/REPONSES

Néant.

---

**La séance est levée à 21h10**

POUR LE CONSEIL COMMUNAL,

Le Directeur général

Denis JUILLAN

Le Bourgmestre,

Marc LEJEUNE